

à bas l'agression capitaliste marocaine

(Suite de la première page)

beaucoup plus rentable d'installer une voie ferrée aboutissant au Rio de Oro, où il faudrait construire des installations de chargement.

Ce qui, en passant, démontre qu'il n'est nullement question dans les projets, d'envisager une transformation du minerai au Maghreb même.

Moins connu est l'intérêt d'un autre groupe pour la région. Un permis de prospection pétrolière y a été délivré par ce bon roi Hassan à la SAFREP. La SAFREP, ce n'est rien, par contre, les associés qui la constituent sont moins anonymes. Il s'agit en effet de la Newmont Mining, de la Sinclair Oil et, par le biais de OVAIM, de la Bethlehem Steel (une des principales sociétés sidérurgiques des U.S.A.), accoquinée ici avec les mines de Zellidja. Bien entendu, les sondages pétroliers peuvent aussi donner d'autres indications sur les couches géologiques traversées.

On voit que monsieur le roi du Maroc, en bonne compagnie entre Franco, les trusts américains et la grande finance française peut être vivement alléché par les récompenses promises à son zèle nationaliste.

L'option socialiste du peuple algérien s'avérant irréversible, il devenait tout à fait urgent de mettre la main sur ses montagnes de fer, de cuivre et autres minéraux.

LE TROUBLE-FÊTE BEN BELLA

Mais les perspectives dorées de la clique royale se trouvent bien menacées par les développements en Algérie. Et pas seulement celles résultant d'une éventuelle annexion de la région d'outre-Drôa. En effet, l'option socialiste de l'Algérie commence à faire sentir ses effets au Maroc.

Jusqu'à présent, Hassan, surtout fort de l'irrésolution passée de ses adversaires, a réussi à repartager avec l'impérialisme les fruits de l'exploitation du peuple marocain ; sans que celui-ci ne puisse encore remettre en cause le néo-colonialisme installé. Ainsi, sur 1 million d'hectares des meilleures terres possédées par les colons, 40.000 hectares furent repris il y a quelques années. Encore l'essentiel ne fût-il pas remis aux paysans et même une certaine surface fut purement louée aux colons. Tout récemment, le 26 septembre, peu de jours avant l'agression, 289.000 ha se virent menacés d'être « repris » dans les trois années qui viennent. En d'autres termes, le problème de la terre reste entier au Maroc. Sans doute, est-il moins explosif qu'il ne le fut en Algérie. Mais l'exemple algérien joue et les masses marocaines commencent à parler de faire « un socialisme à la Ben Bella ».

Aussi, de chaque côté de la frontière, des mesures diamétralement opposées furent prises pour renforcer chacun des pouvoirs dans le conflit.

Ben Bella accéléra le processus de collectivisation par le transfert à la paysannerie de plus d'un million d'hectares. Hassan renforça la répression en emprisonnant et en torturant des militants de l'Union Nationale des Forces Populaires, de l'Union Marocaine du Travail, du Parti Communiste, de l'Union Nationale des Etudiants Marocains.

L'alliance de fait entre les masses marocaines et l'Algérie révolutionnaire s'est, avec éclat, concrétisée par les déclarations de El Medhi Ben Barka, dirigeant de l'U.N.F.P., en

exil, et Hamid Berraba, président de l'U.N.E.M., échappé aux policiers marocains.

La tentative de Hassan était donc aussi d'épauler le mouvement contre-révolutionnaire d'Aït Ahmed, en espérant sa victoire dans le meilleur des cas et au pire la main mise sur les gisements. Il pouvait en effet escompter que les Algériens, ne pouvant faire front sur les deux flancs, lui cèdent au moins les sites convoités.

UN CONFLIT DE CLASSE

Dès que le conflit se fit jour, il se trouva en France nombre d'experts, désintéressés et soucieux uniquement de la vérité historique (...) pour démontrer, cartes et traités en main, que les revendications marocaines étaient fondées.

Bien entendu, la nature différente des régimes en présence n'avait pour eux aucun intérêt. En réalité, on doit considérer très sérieusement que les études spontanées ou sollicitées sur la question des frontières n'étaient rien d'autre que l'appui idéologique apporté aux intérêts impérialistes.

Car, bien entendu, tout en se gardant d'une intervention ouverte, les Français ou les Américains démontrèrent leur soutien compréhensible aux thèses royales.

Il suffit de relire la presse capitaliste pour qu'aucune illusion ne reste.

La réponse de la direction algérienne et du peuple algérien fut encore la démonstration du caractère de classe du conflit. Les appels des dirigeants algériens portaient des réalisations socialistes de la révolution et se gardèrent du recours au chauvinisme, ils mirent en avant les vraies raisons du conflit. Le peuple algérien, par son adhésion, montra à nouveau qu'il comprenait l'enjeu de la bataille et aussi que, plus que jamais, dans sa très grande majorité, il approuvait la politique du gouvernement algérien.

Par contre, le mouvement ouvrier mondial fut beaucoup plus réticent. En France, notamment la S.F.I.O., déclara finalement, au travers des discussions budgétaires, son opposition à la révolution algérienne. Le Parti Communiste prit, lui, une toute autre attitude. Dans l'ensemble, ses prises de positions furent correctes, mais à aucun moment il n'envisagea une manifestation contre Hassan II et ses maîtres les capitalistes français et américains. Toutes les révolutions dans leur ascension ont connu ses agressions — généralement par personne interposée — le devoir élémentaire de tout mouvement socialiste est alors de s'évertuer de faire jouer la solidarité prolétarienne au travers de mouvements de masse.

L'acceptation réticente de la révolution coloniale par les khrouchtcheviens, notamment après la révolution cubaine — attitude que l'on doit distinguer de celle carrément contre-révolutionnaire de feu le stalinisme — n'est pas encore prêt de les conduire à une authentique politique révolutionnaire.

Pour nous notre soutien à la révolution algérienne est total comme en témoigne les déclarations que nous publions ici.

Le mauvais coup a échoué, il peut être renouvelé, les militants ouvriers doivent préparer les conditions de la riposte et plus généralement aux attaques impérialistes dont la volonté ira de pair avec le développement de la révolution algérienne.

Lucien COLLONGES.

Vers un état

Les combats menés par le peuple algérien ces dernières semaines contre les féodo-bourgeois marocains tendent à dissimuler les profondes modifications en cours en Algérie.

L'événement le plus remarquable est sans conteste le congrès du secteur agricole auto-géré.

Le caractère général du congrès est parfaitement défini dans l'adresse d'ouverture de Ben Bella :

« Au lendemain de l'indépendance, il ne fallait pas voir se constituer, à la place des anciens colons étrangers, une nouvelle classe de colons algériens, enrichis par des profits de guerre ou grâce à leur collaboration avec l'envahisseur, qui aurait frustré les masses paysannes des fruits de leur victoire.

« ... Pour gérer ce patrimoine social, nous avions dans le cadre de nos principes socialistes, deux solutions : la gestion par l'Etat ou la gestion par les producteurs. Nous avons choisi de faire confiance aux travailleurs et de décréter l'autogestion.

« La décision du pouvoir révolutionnaire en faveur de l'autogestion était la seule garantie pour la continuité de la révolution. Elle répondait aussi à une nécessité objective. Faute de techniciens et de cadres compétents et liés au peuple, le recours à des formules de gestion directe par l'Etat était impraticable.

« ... Plus, la productivité du travail ne pouvait être assurée que si les paysans avaient conscience d'être maîtres de l'exploitation et de rompre avec le sort séculaire qui avait été le leur et de ne plus vendre leur force de travail. »

Cette volonté délibérée de démocratie, révolutionnaire dans son origine et ses conséquences fut la raison de ce congrès où non seulement étaient présents les présidents des 2.000 comités de gestion existants sur les terres de la première vague de collectivisation, mais encore des délégués directs des travailleurs à raison de 1 pour 100. Cela se traduit dans les décisions prises après ce congrès. C'est-à-dire, selon Ben Bella :

a) la remise des tracteurs et détenus par les S

b) la commercialisation des organismes de l'Etat et des com

c) la substitution des structures et comités de la Caisse nationale des fois le banquier tés.

Les conséquences extrêmement lointaines jamais cessé de l'existence des comités de mobilisation révolutionnaire de modification de la lutte contre les paysans. On pourrait dire que ces intentions et des intentions et notamment même. Nous invitons aux deux intentions permettent de justifier la compréhension révolutionnaire. Il faut prendre les conclusions de Yahia Khelil *Révolution Africaine*

« Ce premier résumant les p... cialiste aura per... prendre conscienc... nomique. La me... résultera de l'ap... préconisées perm... profond de ce sy... apportant aux tra... la pleine conscien... pourront exercer... nique, mais aussi... des autres catégo... de la nation. Il... couvrir les imm... dent l'U.G.T.A. p... frontation et un... et des devoirs de

déclaration de la

La Commission Africaine de la Quatrième Internationale, au nom de la Quatrième Internationale tout entière, exprime son soutien inconditionnel au Gouvernement et au Peuple Algérien luttant pour la défense de la Révolution Socialiste Algérienne, actuellement menacée par le régime féodo-capitaliste rétrograde marocain et l'impérialisme.

Les réalisations révolutionnaires depuis un an de l'Algérie libérée qui acheminent rapidement le pays vers les structures économiques et sociales caractéristiques d'un Etat ouvrier, constituent déjà une contribution très importante à la Révolution socialiste mondiale et représentent des conquêtes historiques pour l'ensemble du mouvement ouvrier révolutionnaire mondial.

Défendre ces... nellement, y com... contre l'impérial... un devoir de t... prolétariens du

La Quatrième... cessé depuis 19... appui fidèle à l'Algérie, cons... comme mobilisé... toutes les forme... cialiste Algérien

La Commission... trième Internati... à la disposition... du Peuple Algé... jugée nécessaire... mobilisation gén... Elle lance un

réponse à Pierre HESPEL

Paris, le 2-10-63.

Chers camarades,

Je suis à la fois un abonné de la « Vote communiste » et de « l'Internationale ». J'ai, dans ce milieu, des amis, quelles que soient mes divergences avec les uns et les autres, nous avons le même ennemi, nous luttons les uns et les autres pour ce que nous croyons être la vérité.

Je viens de prendre connaissance de votre dernier numéro : le meilleur y cotoie le pire.

Avec une excellente page — il y a 20 ans — une cellule trotskyste luttait contre le nazisme — il y a à la page 6 un article de Serge Weinstok qui n'est pas très reluisant. Je suppose que cet individu qui écrit : « Par ailleurs la tentative contre-révolutionnaire menée actuellement montre que l'arrestation de Boudiaf n'était pas une faute », a oublié de lire à la page 8 : « Dans la même période, la direction du P.C.F. se mettait à bavarder sur les vieux bolcheviks qu'on massacrait à Moscou. »

Pour avoir, à plusieurs reprises, connu prison et camps de concentration, je ne souhaite même pas au pire de mes ennemis de subir ce que connaît actuellement le camarade Boudiaf.

On juge aussi un journal à ses rédacteurs. Si ce qu'il écrit est votre position, ce que je ne puis croire, dites-le, sinon démontez cette médiocrité.

REPONSE A HESPEL

Avant de répondre à la lettre du camarade Hespel — dont nous avons supprimé quelques passages injurieux — hâtons-nous de dire immédiatement que la position du camarade Weinstok est la nôtre pour l'essentiel. Il nous semble d'ailleurs surprenant que quiconque nous lisant avec un minimum de régularité puisse en douter.

Mais cette lettre du camarade Hespel comporte deux arguments auxquels nous voulons répondre. Cette lettre met en parallèle les accusations de collusion avec l'impérialisme et la bourgeoisie portées contre les vieux bolcheviks par les agents de Staline dans le mouvement communiste et ouvrier et celles portées contre Boudiaf et ses amis.

Il est parfaitement impossible de juger aucun phénomène sur la base d'une analogie aussi superficielle. A aucun moment les dirigeants de l'opposition de gauche, puis de la Quatrième Internationale n'ont appelé à la lutte même contre le stalinisme

sur la base d'un programme démocratique bourgeois. Nous ne le rappelons que pour mémoire car nous ne croyons pas que le camarade Hespel l'ignore.

Par contre, oui ou non, Boudiaf et ses amis ont-ils participé à la fondation du prétendu Front des Forces Socialistes d'Aït Ahmed. Pour ceux qui douteraient de l'information, ils devraient reconnaître que le silence total du P.R.S. depuis l'apparition du F.F.S. est une indication — le fait étant par ailleurs confirmé. Et si le programme du F.F.S. est aussi inexistant que celui du P.R.S., par contre, nombre de déclarations de son porte-parole Aït Ahmed sont sans équivoque. Ainsi, le jour même du meeting de Tizi Ouzou, Aït Ahmed déclarait au reporter de « Candida » (« Candida » du 8-10) :

« N'oubliez pas que l'indépendance a été une solution de rechange après l'échec, il y a bien longtemps de l'intégration. Voilà l'Algérie, voilà pourquoi elle doit et peut s'inventer une démocratie originale qui, tout en étant authentique, n'entravera pas la révolution.

« L'Algérie doit être politiquement indépendante de la France, mais les accords d'Evian doivent être respectés dans leur

esprit et dans leur lettre (1). D'abord parce que ces accords sont bons, ensuite parce que la parole donnée est une chose sacrée. C'est parce que Ben Bella est parjure que nous le combattons, c'est parce qu'il est parjure que son régime est une falsification... »

« L'Algérie doit faire sa révolution, mais les nationalisations prévues par les accords d'Evian doivent être le résultat de négociations franches et valables avec la France. Il faut en finir avec les actes unilatéraux du régime actuel dont, entre parenthèses, les nationalisations ne sont que des spoliations. » (1)

Est-il donc si difficile de conclure après cela que la « démocratie originale » de M. Aït Ahmed, dont il se garde bien de définir les formes, n'est rien d'autre que la démocratie bourgeoise voulue par les accords d'Evian. N'est-il pas évident par ces seules déclarations qu'il appelle la tentative néo-colonialiste de l'impérialisme français.

Les amis de Boudiaf n'ont pas condamné cette position et Boudiaf lui-même n'aurait-il pas eu la plus grande possibilité de faire connaître son opinion s'il avait voulu condamner le F.F.S. Il ne

s'agit nullement d'opinion mais de l'existence d'un mouvement incontestable dit

Quant au fascisme, ces messieurs parlent de simple. Exemples de la guerre, c'est précisément l'union en s'évertuant à violer dans le mouvement fait même des ce... tion et de sa l... sables ultra-gauch... el Mizan ont été... faut-il rappeler a... contre, la terrible... sion qui fut cond... Cronstadt par Lé... est, au contraire... régime actuel en... de ne pas se l... grenage de la ré... vocations armées

C'est en fonction de ces faits qu'il faut apprécier les attitudes de Ben Bella et de Boudiaf. Le second